

Nouveaux changements en rural

Nouveaux engagements

Xavier Guiomar, Géographe

L'engagement

- L'**engagement** est une attitude qui consiste à intervenir dans la vie de la cité. Il s'agit d'un mode de vie, d'une manière de voir l'existence qui transcende toutes les disciplines. *Wikipédia*
- L'engagement peut être entendu au sens de « **conduite** » ou au sens « **d'acte de décision** », selon qu'il désigne un mode d'existence dans et par lequel l'individu est impliqué activement dans le cours du monde, s'éprouve responsable de ce qui arrive, ouvre un avenir à l'action ou qu'il désigne un acte par lequel l'individu se lie lui-même dans son être futur, à propos de certaines démarches à accomplir, soit d'une forme d'activité, soit même de sa propre vie. *Encyclopaedia Universalis*.

Des changements aux engagements

- L'engagement comme réactivité au changement, ou activation du changement
- Inscription dans un dialogue entre des valeurs relativement stables (notamment chrétiennes) et l'observation des changements du monde
- Engagement, cohérence et crédibilité (projet de vie, de territoire, de société)

Trois types de changements en rural qui induisent autant de champs d'engagement

- Changements de population
- Changements relationnels
- Changements de lieux décisionnels

I. Changements démographiques

L'espace français :

- Espaces agricoles utilisés : 53,2 %
- Forêts : 28.1 % Espaces naturels : 10.4 %
- Terrains artificialisés : 8.2 %

	Part du territoire	Population (millions)	Part de la population française	Densité (hab./km2)
Espace à dominante rurale	58,8 %	10.5	18 %	33
Périurbain	33,1 %	12,3	21 %	69
Pôles urbains	8,1 %	35,7	61 %	812

La population agricole en retrait

- Population des ménages agricoles : 3.55 millions (répartis dans EDR (espace à dominante rurale) et périurbain). Dans EDR, emplois agri = 13% des emplois.
- Pour la moitié des foyers agricoles, le revenu agricole était négatif ou inférieur au Smic net en 2003. Avec autres revenus non agricoles de ces ménages, il y était inférieur dans 30 % des cas.
- Population active agricole a presque été divisée par deux depuis 1988.
- Revenus extérieurs représentent aujourd'hui 40% du revenu des foyers agricoles.
- Un foyer agricole pluriactif sur trois en 2003.

Ouvriers et retraités, des populations bien rurales

- **+ de 60 ans** : 20.8 % en France en 2005, 25% en rural, plus de **30 %** dans le « rural profond » notamment dans le Centre et le Nord-Ouest de la France.
- **Employés et ouvriers** : **60 %** de la population rurale. EDR : **38% d'ouvriers**, soit 3 fois plus que d'agriculteurs (donc fragilité du rural aux délocalisations industrielles). Ouvriers non qualifiés : **18 %** de la population (proportion deux fois supérieure à celle des pôles urbains). 10 % de diplômés de l'enseignement supérieur dans EDR contre 17% dans les pôles urbains.

Regain du rural, avec des nuances

- Entre 1990 et 1999, solde migratoire positif dans 75% des cantons ruraux.
- Taux de croissance des communes de moins de 500 habitants : 0.3 % entre 1990 et 1999, 1% depuis 1999. Croissance la plus forte : à 25 km du centre des aires urbaines, et dans les communes de 500 à 1000 habitants (donc avec quelques commerces).
- Périurbanisation / rurbanisation : émancipation (par de nouveaux moyens), colonisation ou réappropriation (Millevaches, Bretagne...) du rural et de son identité locale ?

Mais :

- 2 France : Basse-Normandie à Franche Comté, et nord de celles-ci (11 régions) : perdent des habitants dans les échanges avec le reste de la France et inversement.
- Moments de la vie : Basse Normandie et Bourgogne : solde migratoire de -1.7 % par an chez les 20-29 ans (soit 17 jeunes en moins pour 1 000 jeunes chaque année).
- 6 régions au solde migratoire négatif : Hte Normandie, Ile-de-France, Nord-Pas de Calais (-0.35 %), Picardie, Champagne-Ardenne (-0.4 %), Lorraine.
- 2 régions française au solde naturel négatif : Auvergne (proche de 0) et Limousin (-0.32 %), mais croissance démographique positive

Vers quel espace rural ?

Scénarios (d'après Bontron - SEGESA):

- la campagne résidentielle généralisée (poursuite du tout automobile, croissance et politiques libérales)
- villes durables et rural agro-industriel (restructurations urbaines, institutions centrales fortes)
- vers la campagne nature (incitations contractuelles, acteurs ruraux producteurs de biens et services environnementaux)
- campagnes entrepreneuriales (le pouvoir dans les régions et pays, métropoles en crise, appui des collectivités aux initiatives, mosaïque de territoires en concurrence).

II. Changements dans le relationnel...

- Les communes de moins de 250 habitants ont vu disparaître les **2/3 de leurs commerces entre 1980 et 1998**. Près d'une commune sur deux en est dépourvue : un rural bien moins animé que ne l'ont connu les générations précédentes.
- 19.2% du parc immobilier de l'EDR = résidences secondaires.
- Taille des ménages : 2.88 en 1975, 2.31 en 2005.
- Exode urbain, exode social.
- 1000 acquisitions immobilières par des anglais en Côtes d'Armor en 2002 (90% des acquisitions étrangères).
- Entre 1992 et 2001 : population française : +3%, surface consacrée à l'habitat individuel : + 20%.
- 60 000 ha artificialisés chaque année. Coût social du mode de vie « à la fois à la ville et à la campagne » ?
- Inégalités devant les NTIC

Changement dans le comportemental et le rapport à l'universel

- Budget 2004 des ménages :
 - logement : 24.5 % (loyers, remboursements de prêts et charges)
 - transport : 14.9 % (impact direct de la population de la ville)
 - alimentation : 14.4 %
- En 1960 le budget alimentation était 2.5 fois supérieur au budget transports.
- L'automobile concentre 83% du budget transport. Les ruraux en première ligne.
- Politisation de l'acte d'achat (conscience émergente d'une relation avec des producteurs, des territoires)

...et nouveaux engagements

- Les liens contractuels (entre 250 et 300 AMAP, donc adhérentes au réseau Alliance dont une centaine en Provence. 80 Jardins de Cocagne)
- L'accueil de nouveaux arrivants (par des anciens arrivants !)
- Les nouvelles solidarités et mutualisations (Solidarité Paysans, Voisins et Citoyens, Systèmes d'Echanges Locaux, Habitat partagé...)
- Association public – privé ; bénévoles - salariés
- Quelles solidarités familiales ?
- Le net et les rencontres en réseau

III. Changements dans le décisionnel

Le développement des communautés de communes

- Sur 36 500 communes, près de 32 000 ont moins de 2 000 habitants (regroupant 25,3% de la population totale), 27 800 moins de 1 000, et plus de **10 000 moins de 200 habitants**.
- 343 pays, 44 PNR, 2 400 communautés de communes qui regroupent 91 % des communes. Taille moyenne des Communautés Communes : 12,5 communes, 20 000 habitants.
- CC : compétences obligatoires : aménagement et développement économique.
- Compétences optionnelles : logement (80 %), déchets (78%), Tourisme (65%), Equipement (62%), Voirie (61%), Eau et assainissement (40%), Culture (28%), Action sociale (30%), transport (18%).
- Communautés de Communes de ressemblance (contrairement à l'objectif initial de mixer riches et pauvres, rural et périurbain...). Légitimité démocratique des élus des CC ?

De l'idéal gaullien à la mosaïque de stratégies

- **1963 – 1973** : L'Etat **aménageur**, du schéma national d'Aménagement du Territoire au POS : à chaque échelon, similitude dans l'organisation et équilibre des fonctions
- **1973 – 1990** : L'Etat **réparateur**. Du mythe du local au mythe technopolitain. Mais leur développement n'enraye pas les fragmentations socio-spatiales.
- **Après 1990** : On parle plutôt d'**égalité des chances** et de **sélectivité**. Désengagement de l'Etat local au profit d'appel à projets par Agences nationales. Compétitivité des territoires au service de la nation (Pôles de Compétence et 379 Pôles d'excellence rurale).
- Limites de la division tayloriste des tâches entre Collectivités locales : région développement économique et département « réparation sociale ». Toutes pensent en fait un « projet de territoire ».
- Tendances : chaque instance développe une stratégie sans monopole territorial : **Région** : cadre de référence; identité régionale ; **Département** : égalité territoriale, intercession entre projets de plus en plus concurrentiels. **Com Communes** : représentation des intérêts communs d'un territoire.
- Territoires "choisis" (CC, PNR, Pays...) contre territoires subis (commune, canton, département).

Nouvelles formes de gouvernance

- « *L'Information ne sera plus descendante, de ceux qui savent vers ceux qui ne savent pas, mais horizontale : une certaine intelligence collective où les pouvoirs publics, les entreprises et les citoyens chercheront ensemble des solutions à des problèmes complexes, et ce en temps réel.* » (Ministère de l'écologie, Stratégie nationale de développement durable, mars 2005)
- Développement des télé-activités pour services publics.
- « *La vertu cardinale dans la France et l'Europe de 2006, ce n'est plus la planification, c'est la réactivité* ». (Sarkozy, Limoges, Oct 2006)
- Citation de Libé (25 juillet 2006) : « *ces concours pour repérer les meilleurs [territoires] sont dotés de financements publics distribués à des organismes créés pour la circonstance, en ignorant parfois les collectivités locales et le débat démocratiques.* »
- FEDER et FSE : 11,1 milliards pour France metro 2007 – 2013. Stratégie de Lisbonne : innovation et compétitivité, application à tout le territoire (au détriment des politiques de « rattrapage »)
- Automne 2004 : 95% des élus de la Creuse remettent leur démission en signe de protestation devant la suppression des services publics.

...et nouvelles formes d'engagement

(cf. *Les Nouveaux Militants* de L. Jeanneau et S. Lernould)

- Figure repoussoir : le mode traditionnel de militance PC
- Fonctionnement : originalité du mode d'action, recherche de concret, efficacité, sans trop d'illusion. Souplesse, horizontalité, autonomie.
- Militantisme pour soi plutôt que « remise de soi ». Militant affranchi et non plus affilié.
- Mouvement ou collectif plutôt que « organisation »
- « Référent » plutôt que « chef ».
- Participation plutôt qu'adhésion.
- 1996 : 45% des jeunes en association, 2005 : 37%

- Exemple de RESF essentiellement structuré en petites unités.
- Action médiatique et monothématique, « coup d'éclat permanent ». Legrand (Don Quichotte) : « j'ai sauté [dans la Seine] pour dailymotion ».
- Internet : retour de la pétition. Exemple de « Génération précaire » créé en quelques semaines par e-mails : instantanéité, spontanéité, interactivité. Ni secrétaire, ni statuts, ni AG, ni siège, ni structure. Mesure de l'audience.
- Paradoxe : la non institutionnalisation prend du temps (recherche du consensus etc...). Comment passer de l'informel au changement des lois ? Et après les lois (DALO; Grenelle..) qui veille à l'application ? Fragilité des leviers associatifs et de la valorisation du bénévolat.

Conclusion

Moteurs de l'engagement :

- 60 – 80 : Engagement politique 80 – 2000 : Engagement social
- 90 - ...Prise de conscience de dépendances universelles (environnementales mais aussi sociales etc.)
- Aujourd'hui : désir de réinvestissement du politique sur l'économique. Nouvelle interrogation des liens sociaux, du vivre ensemble et du politique dans leurs impacts sur les (des)équilibres.
- **Question du choix entre territoires sélectionnés ou couverture du territoire** posée aussi aux associations (Action Catholique notamment) et à l'Eglise ; entre gouvernement (latin) et gouvernance (anglo-saxonne).